



CONSEIL D'ÉTAT  
section de législation

RAAD VAN STATE  
afdeling Wetgeving

avis 72.067/4  
du 21 septembre 2022

advies 72.067/4  
van 21 september 2022

sur

over

un projet d'arrêté du  
Gouvernement de la Région de  
Bruxelles-Capitale 'relatif aux  
services de taxis'

een ontwerp van besluit van de  
Brusselse Hoofdstedelijke  
Regering 'betreffende de  
taxidiensten'

Le 28 juillet 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé jusqu'au 26 septembre 2022, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux services de taxis'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 21 septembre 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Bernard BLERO.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 septembre 2022.

\*

Op 28 juli 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met territoriale ontwikkeling, en stadsvernieuwing, toerisme, de promotie van het imago van Brussel en biculturele zaken van gewestelijk belang verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd tot 26 september 2022 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de taxidiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 21 september 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Bernard BLERO.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 september 2022.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

### FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné le cas échéant avec l'article 2 de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données' dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un Parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

En l'espèce, l'article 54 du projet détermine, en exécution de l'article 45, § 2, de l'ordonnance du 9 juin 2022 'relative aux services de taxis', des modalités d'accès aux données à caractère personnel énumérées en son article 43, § 1<sup>er</sup>.

Par conséquent, l'auteur du projet veillera au respect de cette formalité.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications autres que de forme et ne résultant pas également des suites réservées au présent avis, ces modifications devraient être soumises à nouveau à l'avis de la section de législation, conformément à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

2. Les conditions techniques relatives à l'aspect extérieur des véhicules affectés à un service de taxis de station, imposées par l'annexe 7, II, du projet, constituent des « règles techniques » au sens de la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 'prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information'. Or, en vertu de l'article 5, paragraphe 1, de cette directive, de telles règles techniques doivent, lorsqu'elles sont à l'état de projet, être communiquées à la Commission européenne <sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> En ce sens, voir notamment l'avis n° 48.901/4, donné le 1<sup>er</sup> décembre 2010 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur et fixant la nouvelle identité visuelle des véhicules de taxi', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/48901.pdf>.

3. Deux alinéas visant respectivement l'accomplissement de chacune de ces formalités préalables seront ensuite insérés au préambule.

### OBSERVATION GÉNÉRALE

L'auteur du projet sera attentif à respecter la jurisprudence de la Cour constitutionnelle qui consacre la théorie de la réception, selon laquelle les dispositions en vertu desquelles le délai pour accomplir certains actes prend cours le jour de l'envoi d'une décision sont contraires au principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination <sup>2</sup>.

L'ensemble du projet sera revu à la lumière de la présente observation <sup>3</sup>.

### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

#### PRÉAMBULE

1. Il n'y a pas lieu de viser l'article 39 de la Constitution.
2. La plupart des dispositions du projet examiné trouvent leur fondement dans les habilitations données au Gouvernement par les dispositions de l'ordonnance du 9 juin 2022 <sup>4</sup>.
- L'alinéa 4 (devenant 3) sera complété par la mention des habilitations qui sont mises en œuvre <sup>5</sup>.
3. À l'alinéa 5 (devenant 4), au 7°, la mention de l'article 4 sera omise <sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> C.C., 29 mars 2006, n° 8/2006, B.5 à B.12 (concernant le délai pour introduire un recours juridictionnel) ; 12 novembre 2009, n° 178/2009, B.8.3 (concernant le délai pour introduire un recours administratif) ; 2 juin 2010, n° 66/2010, B.10 à B.15 (concernant le délai pour réagir à un avis de rectification d'une déclaration à l'impôt sur le revenu).

<sup>3</sup> Notamment les articles 3, §§ 4 et 5, 5, 2°, 6, § 3, 7, § 3, 8, § 2, 14, § 2, 19, § 3, 24, 2°, 26, § 2, 43, § 3, et 55, § 3.

<sup>4</sup> Sont ainsi mis en œuvre les articles 2, 2° et 13°, 5, § 1<sup>er</sup>, 6, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 5, 7, §§ 1<sup>er</sup> et 4, 8, §§ 2 et 3, 10, § 6, 11, § 4, 12, § 2, 13, § 1<sup>er</sup>, 14, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3, 15, § 2, 16, §§ 2 et 3, 17, § 1<sup>er</sup>, 19, §§ 2 et 3, 20, § 3, 21, § 1<sup>er</sup>, 22, §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 5, 23, §§ 2 et 3, 25, § 2, 26, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 27, 28, § 1<sup>er</sup>, 29, §§ 1<sup>er</sup> et 2, 31, § 4, 32, 34, 35, § 1<sup>er</sup>, 38, 39, § 2, 40, § 2, 41, § 2, 42, § 2, 45, § 2, 48 et 54.

<sup>5</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 27.

<sup>6</sup> *Ibidem*, recommandation n° 30.

## DISPOSITIF

### Article 1<sup>er</sup>

Le 4° définit la notion de cérémonie de la manière suivante :

« Cérémonie :

a) Toute cérémonie ou événement civil(e), culturel(le) ou sportif/sportive qui est reconnu(e) par une disposition législative ou administrative ou par une norme coutumière ;

2° Toute cérémonie organisée dans le cadre de l'un des cultes légalement reconnus en Belgique ou dans le cadre de la laïcité organisée ».

Si la notion de « cérémonie organisée dans le cadre de l'un des cultes légalement reconnus en Belgique ou dans le cadre de la laïcité organisée » figurant au 4°, 2° (lire : b) dans la version française), peut être considérée comme présentant une précision suffisante, il n'en va pas de même de la notion de « cérémonie ou événement civil(e), culturel(le) ou sportif/sportive qui est reconnu(e) par une disposition législative ou administrative ou par une norme coutumière » figurant au point a) de cette disposition. Cette dernière est, en effet, particulièrement vague.

Compte tenu de l'importance de la notion de cérémonie, qui doit permettre de déterminer quels sont les services de taxis qualifiés de services de taxis cérémoniels au sens de l'ordonnance du 9 juin 2022 et de ses arrêtés d'exécution, il est nécessaire d'en délimiter précisément la portée.

À cet égard, il y a également lieu de relever que l'habilitation figurant à l'article 2, 2°, de l'ordonnance du 9 juin 2022 charge le Gouvernement d'arrêter la liste des cérémonies, ce qui implique que le champ d'application de la notion de cérémonie doit être circonscrit avec précision.

Le 4° sera en conséquence revu.

### Article 6

Le paragraphe 2, alinéa 2, prévoit qu'en cas de dépassement du délai de vingt jours ouvrables prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du même paragraphe, le renouvellement de l'autorisation d'exploiter un service de taxis est automatiquement accordé.

Il est ainsi recouru au procédé de la décision tacite, qui soulève de nombreuses objections <sup>7</sup>.

---

<sup>7</sup> Voir notamment l'avis n° 61.854/2/V donné le 23 août 2017 sur un avant-projet devenu le décret de la Communauté germanophone du 26 février 2018 'modifiant le décret du 23 juin 2008 relatif à la protection des monuments, du petit patrimoine, des ensembles et sites, ainsi qu'aux fouilles', *Doc. parl.*, Parl. Comm. germ., 2017-2018, n° 199/1, pp. 47 à 50, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/61854.pdf>, et l'avis n° 71.864/2/V donné le 20 juillet 2022 sur les amendements numéros 1, 4 et 5 de la proposition de loi 'modifiant la loi du 27 avril 2018 sur la police des chemins de fer en ce qui concerne la procédure applicable à la suppression des passages à niveau', *Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1880/007, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/71864.pdf>.

En effet, un tel procédé ne contribue pas à la sécurité juridique, ne fut-ce qu'en raison de l'absence d'une quelconque décision écrite, ce qui pourrait donner lieu à des problèmes quant à l'administration de la preuve, et parce qu'en principe une décision tacite ne devra pas être notifiée ni publiée dans les mêmes formes que les décisions expresses, avec toutes les conséquences qui en découlent notamment en termes d'accessibilité de telles décisions tacites.

Le procédé de la décision tacite est également susceptible de se heurter à l'intérêt général dans la mesure où un tel procédé peut emporter que certaines décisions soient prises de manière implicite sans préparation minutieuse ni mise en balance de tous les intérêts en présence. Ce procédé peut également aboutir à ce qu'un administré obtienne une décision favorable alors qu'il ne remplit pas les conditions légales pour en bénéficier.

Par ailleurs, ces décisions sont dépourvues de motivation formelle. La mise en œuvre d'un régime de décision implicite a pour effet d'écarter l'application de la loi du 29 juillet 1991 'relative à la motivation formelle des actes administratifs'. Ceci ne peut être admis que si une disposition de nature législative l'autorise <sup>8</sup>.

En l'espèce, l'article 8 de l'ordonnance du 9 juin 2022 n'envisage pas une telle possibilité.

Il convient dès lors de renoncer à utiliser ce procédé.

La même observation vaut pour l'article 25, § 2, alinéa 2, du projet.

### Article 7

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, les références faites à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 10<sup>o</sup>, seront corrigées. L'énumération figurant dans cette disposition ne comprend en effet que huit points.

### Article 8

1. Au paragraphe 2, alinéa 2, il sera précisé que l'administration soumet à l'intéressé le procès-verbal de l'audition « pour signature », si cette modalité correspond à l'intention de l'auteur du projet.

2. Au paragraphe 3, il n'y a pas lieu de mentionner que la décision du ministre, statuant sur la suspension ou le retrait de l'autorisation d'exploiter, est motivée.

---

<sup>8</sup> Voir notamment l'avis n° 60.763/4 donné le 3 janvier 2017 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 janvier 2017 établissant les modalités du régime préférentiel applicable aux droits de succession en cas de transmission des entreprises familiales et des sociétés familiales', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/60763.pdf>, et l'avis n° 69.348/4, donné le 2 juin 2021 sur un projet devenu l'arrêté ministériel (Région wallonne) du 10 juin 2021 'fixant les modalités d'introduction et d'approbation des plans de gestion de la perdrix grise, ainsi que celles relatives aux rapports annuels de la mise en œuvre de ces plans', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/69348.pdf>.

Cette exigence résulte en effet déjà de la loi du la loi du 29 juillet 1991.

L'observation qui précède vaut également pour les articles 20, § 2, 26, § 3, et 43, § 4, du projet.

#### Article 10

Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, énonce l'une des informations que doit comporter le dossier de demande de certificat de capacité, à savoir l'« adresse [...] à laquelle toute convocation ou notification officielle peut être valablement faite ».

La question se pose de savoir ce que recouvre la notion de « notification officielle ». Cette notion s'entend-t-elle distinctement de celle prévue à l'article 32, 2<sup>o</sup>, du Code judiciaire qui définit la notification comme suit :

« l'envoi d'un acte de procédure en original ou en copie ; elle a lieu par les services postaux ou par courrier électronique à l'adresse judiciaire électronique, ou, dans les cas prévus par la loi, par télécopie ou selon les formes que la loi prescrit » ?

Dans un souci de sécurité juridique, l'auteur du projet lèvera cette incertitude.

#### Article 23

À l'article 23 du projet, le renvoi à l'annexe 4 sera corrigé <sup>9</sup>.

#### Article 24

L'article 24 sera complété afin d'y ajouter, parmi les modalités de contrôle inopiné des intermédiaires de réservation, la possibilité de les inviter par écrit à se présenter à l'administration pour être interrogés, à l'instar de ce que prévoit l'article 5, 3<sup>o</sup>, pour les exploitants <sup>10</sup>.

#### Article 28

Les données relatives aux chauffeurs que le paragraphe 1<sup>er</sup> impose aux exploitants de transmettre à l'administration ne sont pas reprises parmi les données relatives aux chauffeurs dont la collecte et le traitement sont autorisés par l'article 43, § 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, de l'ordonnance du 9 juin 2022.

---

<sup>9</sup> Voir également l'observation formulée ci-après, à propos de la numérotation des annexes.

<sup>10</sup> Voir également l'article 25, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 9 juin 2022, qui envisage expressément l'hypothèse dans laquelle un intermédiaire ne donnerait aucune suite à une convocation.

Le moment où ces données doivent être transférées sur le serveur désigné par l'administration est, en outre, déjà fixé à l'article 43, § 5, a), de cette ordonnance.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> sera dès lors omis.

### Article 30

1. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, reprend, dans l'énumération des exigences imposées à l'ensemble des chauffeurs, l'obligation de se comporter en toutes circonstances avec politesse et respect envers le public, la clientèle et les représentants de l'administration.

Cette obligation étant déjà consacrée à l'article 28, § 2, 2°, de l'ordonnance du 9 juin 2022, il convient, soit de supprimer ce point de l'énumération figurant au paragraphe 1<sup>er</sup>, soit d'y mentionner, par l'ajout des mots : « conformément à l'article 28, § 2, 2°, de l'ordonnance », qu'il ne fait que reprendre une règle déjà imposée par une norme supérieure, dans un but d'exhaustivité et de cohérence.

2. L'observation qui précède vaut également, *mutatis mutandis*, pour le paragraphe 2, 1° et 3°, qui reproduit des obligations figurant déjà à l'article 28, § 2, 1°, de l'ordonnance du 9 juin 2022.

### Article 31

1. Il revient à l'auteur du projet de vérifier si, au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1°, alinéa 1<sup>er</sup>, il ne convient pas de se référer plutôt au ticket visé à l'annexe II, C, § 1<sup>er</sup>, 8°.

2. Le paragraphe 4, alinéa 1<sup>er</sup>, dispose :

« Les chauffeurs de taxi de station et les chauffeurs de taxi de rue, si l'exploitant les y autorise, peuvent, lorsqu'ils ne sont pas en service, faire usage du véhicule à des fins privées. Ne peuvent être véhiculés à des fins privées que les parents jusqu'au deuxième degré de l'exploitant ou du chauffeur qui conduit le véhicule ».

Une telle limitation de l'usage du véhicule à des fins privées aux seuls parents jusqu'au deuxième degré constitue une limitation particulièrement stricte du droit au respect de la vie privée et familiale <sup>11</sup> des chauffeurs concernés.

L'auteur du projet sera en mesure d'établir que la restriction envisagée est nécessaire et proportionnée.

---

<sup>11</sup> Garanti par l'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 22 de la Constitution.

### Article 32

Dans la phrase introductive du paragraphe 1<sup>er</sup>, le second renvoi opéré vers l'annexe 7, titre II.B, sera remplacé par un renvoi au titre II.C, de la même annexe, pour ce qui concerne le taximètre numérique.

### Article 33

L'article 33, intitulé « Exigences imposées au chauffeurs de taxi de rue », dispose :

« Les chauffeurs de taxi de rue ne peuvent pas garer ou stationner leur véhicule ou faire des allers-retours avec celui-ci à moins de cent mètres à pied d'un emplacement de stationnement réservé aux taxis, sauf dans le cadre d'une course commandée ».

La portée de cette interdiction de stationnement doit être précisée. Ses conséquences pour les chauffeurs et exploitants de taxis de rue dont le domicile ou le siège d'exploitation est situé à moins de cent mètres à pied d'un emplacement de stationnement réservé aux taxis seront notamment clarifiées.

### Article 34

Le paragraphe 2 reprend, aux fins d'assurer le respect des exigences imposées aux véhicules, telles que détaillées dans l'annexe 7, une énumération de comportements interdits aux usagers de services de taxis.

L'ordonnance du 9 juin 2022 ne confère pas au Gouvernement d'habilitation expresse pour imposer de telles interdictions aux usagers.

Un fondement juridique à cet effet paraît toutefois pouvoir être trouvé, en combinaison avec l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles', dans l'article 29, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance aux termes duquel

« [l]e Gouvernement fixe les exigences relatives à l'aménagement, à l'équipement, à l'accessibilité, [...] aux conditions techniques, de sécurité, de confort, [...] auxquelles un véhicule doit satisfaire pour pouvoir être enregistré comme véhicule de taxi ou comme véhicule de réserve [...] ».

Il reste que l'habilitation consacrée par l'article 29, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 9 juin 2022 concerne les exigences imposées aux véhicules et ne permet qu'indirectement au Gouvernement de déterminer les conséquences de telles exigences sur les comportements non autorisés dans le chef des usagers. Afin de lever toute incertitude en ce qui concerne le fondement juridique de l'article 34, § 2, du projet, l'ordonnance du 9 juin 2022 gagnerait à être complétée par une disposition attribuant au Gouvernement une habilitation plus explicite en la matière.

### Article 36

Au paragraphe 2, la référence faite à l'annexe 7, titre II.C, § 3, 7°, sera corrigée, l'affichette étant réglée par ce paragraphe 3 comme tel, lequel ne comporte que six points.

### Article 39

En vertu de l'article 192 de la Constitution,

« [a]ucun serment ne peut être imposé qu'en vertu de la loi. Elle en détermine la formule ».

Selon l'article 35, § 2, de l'ordonnance du 9 juin 2022 :

« Les agents et fonctionnaires visés au paragraphe 1<sup>er</sup> ont la qualité d'agents ou d'officiers de police judiciaire et doivent prêter serment, conformément aux lois et règlements en vigueur ».

Il en résulte que l'article 39, § 3, alinéa 1<sup>er</sup>, du projet, qui détermine la formule du serment, est dépourvu de fondement juridique et sera omis.

### Article 42

Au paragraphe 1<sup>er</sup>, 2°, c), relatif à l'obligation de faire usage du dispositif répéteur lumineux, la référence faite à l'article 31<sup>12</sup> sera remplacée par une référence à l'article 32<sup>13</sup>.

### Article 43

Au paragraphe 7, l'expression « par tous moyens » sera complétée par les mots « de droit ».

### Article 48

Le paragraphe 1<sup>er</sup> fixe la composition de la Commission de cession.

Conformément à l'article 40, § 3, 1°, b), de l'ordonnance du 9 juin 2022, l'article 48, § 1<sup>er</sup>, 3°, du projet prévoit que cette commission comprend un représentant des usagers des transports publics, choisi parmi les candidatures présentées par les associations représentatives de ces usagers.

---

<sup>12</sup> L'article 31 est intitulé « Exigences imposées aux chauffeurs de taxi de station et aux chauffeurs de taxi de rue ».

<sup>13</sup> L'article 32 est intitulé « Exigences imposées aux chauffeurs de taxi de station ».

La référence qui y est faite à l'article 44, § 2, est cependant erronée, et sera corrigée <sup>14</sup>.

### Articles 50 et 53

1. L'article 50, § 6, alinéa 2, charge le ministre de fixer le montant du jeton de présence dont bénéficient les membres de la Commission de cession, moyennant le respect d'un plafond fixé à 75 euros pour les membres autres que l'expert-comptable ou le réviseur d'entreprise.

L'article 53, § 6, alinéa 2, fixe par contre ce plafond à 250 euros pour les membres du Conseil de discipline autres que le président.

Il appartient à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier cette différence de traitement.

2. À l'article 53, § 3, il convient de se référer à l'article 14, § 1<sup>er</sup>, 6°, plutôt qu'à l'article 14, § 2, afin de couvrir également l'hypothèse du traitement du dossier disciplinaire sans que l'intéressé ait demandé à présenter oralement ses moyens de défense <sup>15</sup>.

### Article 55

L'article 55 du projet, intitulé « Modalités de la demande de passage du statut d'exploitant de services de location de voitures avec chauffeur à celui d'exploitant de services de taxis de rue », vise à exécuter les habilitations données au Gouvernement par l'article 48, §§ 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 9 juin 2022. Afin de mieux respecter le dispositif de ce dernier, il convient de remplacer les deux délais de vingt jours ouvrables prévus à l'article 55, § 3, du projet, par des délais d'un mois.

### Article 60

L'article 60 reprend l'énumération des treize arrêtés abrogés par le projet.

---

<sup>14</sup> Il peut, en outre, être noté que le Comité consultatif régional des services de taxis, dont la composition est fixée par l'article 44, § 1<sup>er</sup>, du projet, ne comprend plus de représentants des usagers des transports publics, comme le prévoit actuellement l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 5°, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 1995 'fixant la composition, le fonctionnement et les attributions du Comité consultatif régional des taxis et des voitures de location avec chauffeur pour la Région de Bruxelles-Capitale'.

<sup>15</sup> Voir également l'article 14, § 3, du projet, pour ce qui concerne le délai imposé au Conseil de discipline pour communiquer à l'administration sa proposition de décision.

Pour ce qui concerne l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 mars 2011 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 mars 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur et fixant la nouvelle identité visuelle des véhicules de taxi', le 7° indique cependant qu'il ne vise à abroger que le seul article 4 de cet arrêté.

Même si cet article 4 est la seule disposition de cet arrêté qui produise encore ses effets et s'il faut considérer que l'abrogation de dispositions modificatives d'un arrêté, dès lors qu'elles sont entrées en vigueur et ont épuisé tous leurs effets dès ce moment, est inutile, mieux vaut, dans un but de sécurité juridique, procéder à l'abrogation de l'ensemble de cet arrêté.

### Annexes

1. La numérotation en *bis* ne se justifie que pour l'insertion d'une annexe nouvelle dans un texte existant. Il n'y a par contre pas de raison d'y recourir pour la numérotation des annexes jointes à un nouveau texte autonome.

La numérotation des annexes du projet sera revue en ce sens. Les références faites aux annexes dans le dispositif seront également corrigées.

2. Les annexes seront pourvues de la formule de visa <sup>16</sup>.

3. Dans la version française de l'intitulé du point II de l'annexe 3, les mots « de taxi » seront remplacés par les mots « de réserve ».

\*

---

<sup>16</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 172, e), et formule F 4-8-2.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

### VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, in voorkomend geval *juncto* artikel 2 van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met verwerking.

*In casu* bepaalt artikel 54 van het ontwerp, ter uitvoering van artikel 45, § 2, van de ordonnantie van 9 juni 2022 ‘betreffende taxidiensten’, nadere regels voor de toegang tot de persoonsgegevens opgesomd in artikel 43, § 1, van de ordonnantie.

De steller van het ontwerp moet er dus op toezien dat het bovenvermelde vormvereiste wordt nageleefd.

Indien het vervullen van dat vormvereiste nog aanleiding zou geven tot wijzigingen die niet louter vormelijk van aard zijn en die niet ook voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies wordt gegeven, moeten die wijzigingen nogmaals om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

2. De technische eisen in verband met het uitzicht van de voertuigen bestemd voor een standplaatstaxidienst, opgelegd bij bijlage 7, II, van het ontwerp, zijn “technische voorschriften” in de zin van richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 ‘betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij’. Krachtens artikel 5, lid 1, van die richtlijn moeten dergelijke technische voorschriften evenwel reeds in het ontwerpstadium aan de Europese Commissie worden meegedeeld.<sup>1</sup>

3. Vervolgens moeten in de aanhef twee leden worden ingevoegd die verwijzen naar de vervulling van elk van die respectieve voorafgaande vormvereisten.

### ALGEMENE OPMERKING

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat de rechtspraak van het Grondwettelijk Hof die de theorie van de ontvangst verankert, wordt nageleefd. Die theorie luidt dat bepalingen die de termijn voor het vervullen van bepaalde handelingen doen ingaan op de dag van de verzending van een beslissing, in strijd zijn met het grondwettelijke beginsel inzake gelijkheid en non-discriminatie.<sup>2</sup>

Heel het ontwerp moet in het licht van deze opmerking worden herzien.<sup>3</sup>

### BIJZONDERE OPMERKINGEN

#### AANHEF

1. Er hoort niet te worden verwezen naar artikel 39 van de Grondwet.

2. De meeste bepalingen van het voorliggende ontwerp vinden rechtsgrond in de machtigingen die bij de bepalingen van de ordonnantie van 9 juni 2022 aan de regering worden verleend.<sup>4</sup>

---

<sup>1</sup> Zie in die zin onder meer advies 48.901/4 van 1 december 2010 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en houdende vaststelling van de nieuwe visuele identiteit van de taxivoertuigen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/48901.pdf>.

<sup>2</sup> GwH 29 maart 2006, nr. 8/2006, B.5 tot B.12 (in verband met de termijn om een jurisdictioneel beroep in te stellen); GwH 12 november 2009, nr. 178/2009, B.8.3 (in verband met de termijn om een administratief beroep in te stellen); GwH 2 juni 2010, nr. 66/2010, B.10 tot B.15 (in verband met de termijn om te reageren op een bericht van wijziging van een aangifte in de inkomstenbelasting).

<sup>3</sup> Inzonderheid de artikelen 3, §§ 4 en 5, 2°, 6, § 3, 7, § 3, 8, § 2, 14, § 2, 19, § 3, 24, 2°, 26, § 2, 43, § 3, en 55, § 3.

<sup>4</sup> Worden aldus ten uitvoer gelegd de artikelen 2, 2° en 13°, 5, § 1, 6, §§ 1, 2 en 5, 7, §§ 1 en 4, 8, §§ 2 en 3, 10, § 6, 11, § 4, 12, § 2, 13, § 1, 14, §§ 1, 2 en 3, 15, § 2, 16, §§ 2 en 3, 17, § 1, 19, §§ 2 en 3, 20, § 3, 21, § 1, 22, §§ 1, 2 en 5, 23, §§ 2 en 3, 25, § 2, 26, §§ 1 en 2, 27, 28, § 1, 29, §§ 1 en 2, 31, § 4, 32, 34, 35, § 1, 38, 39, § 2, 40, § 2, 41, § 2, 42, § 2, 45, § 2, 48 en 54.

Het vierde lid (dat het derde lid wordt) moet worden aangevuld met de vermelding van de machtigingen waaraan uitvoering wordt gegeven.<sup>5</sup>

3. In punt 7° van het vijfde lid (dat het vierde lid wordt) moet de vermelding van artikel 4 worden weggelaten.<sup>6</sup>

## DISPOSITIEF

### Artikel 1

In punt 4° wordt het begrip “ceremonie” als volgt gedefinieerd:

“Ceremonie:

1° Elke burgerlijke, culturele of sportieve ceremonie of gebeurtenis die wordt erkend door een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling of door een gewoontenorm;

b) Elke ceremonie die wordt georganiseerd in het kader van een van de wettelijk erkende erediensten in België of in het kader van de georganiseerde vrijzinnigheid.”

De begripsomschrijving “ceremonie die wordt georganiseerd in het kader van een van de wettelijk erkende erediensten in België of in het kader van de georganiseerde vrijzinnigheid”, vermeld in punt 4°, b), kan weliswaar worden beschouwd als voldoende nauwkeurig, maar dat kan niet worden gezegd van de begripsomschrijving “burgerlijke, culturele of sportieve ceremonie of gebeurtenis die wordt erkend door een wettelijke of bestuursrechtelijke bepaling of door een gewoontenorm”, die te lezen staat in punt 4°, 1° (lees: a), in de Nederlandse versie). Die laatstgenoemde definitie is immers bijzonder vaag.

Het is zaak de draagwijdte van het begrip “ceremonie” nauwkeurig af te bakenen. Het gaat namelijk om een belangrijk begrip, aangezien men op basis daarvan moet kunnen bepalen welke taxidiensten worden beschouwd als ceremoniële taxidiensten in de zin van de ordonnantie van 9 juni 2022 en de bijbehorende uitvoeringsbesluiten.

In dat opzicht dient eveneens te worden opgemerkt dat de regering op grond van de machtiging vervat in artikel 2, 2°, van de ordonnantie van 9 juni 2022, ermee wordt belast de lijst van ceremonies uit te vaardigen, wat noopt tot een nauwkeurige omschrijving van het toepassingsgebied van het begrip “ceremonie”.

Punt 4° moet dienovereenkomstig worden herzien.

---

<sup>5</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 27.

<sup>6</sup> *Ibidem*, aanbeveling 30.

## Artikel 6

Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat indien de termijn van 20 werkdagen, bepaald in het eerste lid van dezelfde paragraaf, wordt overschreden, de verlenging van de exploitatievergunning automatisch wordt toegekend.

Op die manier wordt gebruikgemaakt van het procedé van de stilzwijgende beslissing, waaraan verschillende bezwaren kleven.<sup>7</sup>

Een dergelijke werkwijze is namelijk niet bevorderlijk voor de rechtszekerheid, al was het maar omdat een schriftelijke beslissing ontbreekt – wat problemen kan opleveren voor de bewijslevering – en omdat een stilzwijgende beslissing in beginsel niet op dezelfde wijze moet worden meegedeeld of bekendgemaakt als uitdrukkelijk genomen beslissingen, met alle gevolgen van dien voor met name de kenbaarheid van dergelijke stilzwijgende beslissingen.

Ook kan het procedé van de stilzwijgende beslissing in strijd komen met het algemeen belang, in zoverre het tot gevolg kan hebben dat sommige beslissingen impliciet worden genomen, zonder een zorgvuldige voorbereiding en afweging van alle betrokken belangen. Dat procedé kan er eveneens toe leiden dat een burger een gunstige beslissing verkrijgt terwijl hij niet aan de wettelijke voorwaarden daarvoor voldoet.

Die beslissingen zijn voorts niet uitdrukkelijk gemotiveerd. Het toepassen van een stilzwijgende beslissingsregeling leidt ertoe dat de wet van 29 juli 1991 ‘betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen’ geen toepassing kan vinden. Dit kan enkel worden aanvaard als een bepaling van wetgevende aard dat toestaat.<sup>8</sup>

*In casu* voorziet artikel 8 van de ordonnantie van 9 juni 2022 niet in een dergelijke mogelijkheid.

Er dient bijgevolg afgezien te worden van dat procedé.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25, § 2, tweede lid, van het ontwerp.

---

<sup>7</sup> Zie onder meer advies 61.854/2/V van 23 augustus 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 26 februari 2018 ‘tot wijziging van het decreet van 23 juni 2008 betreffende de bescherming van monumenten, klein erfgoed, ensembles en landschappen en betreffende de opgravingen’, *Parl.St.* D.Parl. 2017-18, nr. 199/1, 47 tot 50, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/61854.pdf>, en advies 71.864/2/V van 20 juli 2022 over de amendementen nrs. 1, 4 en 5 van het wetsvoorstel ‘tot wijziging van de wet van 27 april 2018 op de politie van de spoorwegen, wat betreft de procedure voor het afschaffen van overwegen’, *Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55-1880/007, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/71864.pdf>.

<sup>8</sup> Zie onder meer advies 60.763/4 van 3 januari 2017 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 19 januari 2017 ‘tot vaststelling van de modaliteiten van het gunstregime toepasselijk op de successierechten bij overdracht van familiale ondernemingen en familiale vennootschappen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/60763.pdf>, en advies 69.348/4 van 2 juni 2021 over een ontwerp dat heeft geleid tot het ministerieel besluit (Waals Gewest) van 10 juni 2021 ‘tot vaststelling van de nadere regels voor de indiening en de goedkeuring van de beheersplannen voor grijze patrijs, evenals voor de jaarverslagen voor de uitvoering van deze plannen’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/69348.pdf>.

### Artikel 7

In paragraaf 1, 5° en 7°, moeten de verwijzingen naar artikel 3, § 1, 10°, worden verbeterd. De opsomming in die laatstgenoemde bepaling bevat immers slechts acht punten.

### Artikel 8

1. In paragraaf 2, tweede lid, moet worden verduidelijkt dat de administratie het proces-verbaal van de hoorzitting aan de belanghebbende voorlegt “ter ondertekening”, als dat overeenstemt met de bedoeling van de steller van het ontwerp.

2. In paragraaf 3 hoort niet te worden vermeld dat de beslissing van de minister, die uitspraak doet over de schorsing of intrekking van de exploitatievergunning, met redenen wordt omkleed.

Dat vereiste volgt immers reeds uit de wet van 29 juli 1991.

De voorgaande opmerking geldt ook voor de artikelen 20, § 2, 26, § 3, en 43, § 4, van het ontwerp.

### Artikel 10

Paragraaf 1, 3°, vermeldt een van de gegevens die het dossier van de aanvraag van een bekwaamheidsattest moet bevatten, te weten het “adres (...) waarnaar elke officiële oproeping of kennisgeving rechtsgeldig kan worden toegezonden”.

De vraag rijst wat het begrip “officiële kennisgeving” precies inhoudt. Beduidt dat begrip iets anders dan wat wordt bepaald in artikel 32, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek? Daarin wordt “kennisgeving” als volgt gedefinieerd:

“de toezending van een akte van rechtspleging in origineel of in afschrift; zij geschiedt langs de postdiensten of per elektronische post aan het gerechtelijk elektronisch adres of, in de gevallen die de wet bepaalt, per fax of in de vormen die de wet voorschrijft.”

De steller van het ontwerp moet die onduidelijkheid verhelpen ter wille van de rechtszekerheid.

### Artikel 23

In artikel 23 van het ontwerp moet de verwijzing naar bijlage 4 worden gecorrigeerd.<sup>9</sup>

---

<sup>9</sup> Zie ook de opmerking hieronder over de nummering van de bijlagen.

### Artikel 24

In artikel 24 moeten de regels voor de onaangekondigde controles van reserveringstussenpersonen worden aangevuld met de mogelijkheid die personen schriftelijk te verzoeken zich bij de administratie aan te melden om te worden ondervraagd, naar het voorbeeld van hetgeen artikel 5, 3°, bepaalt met betrekking tot de exploitanten.<sup>10</sup>

### Artikel 28

De gegevens over de chauffeurs die de exploitanten krachtens paragraaf 1 moeten meedelen aan de administratie, zijn niet opgenomen in de lijst met gegevens over de chauffeurs die volgens artikel 43, § 1, 8°, van de ordonnantie van 9 juni 2022 mogen worden verzameld en verwerkt.

Het ogenblik waarop die gegevens moeten worden overgezonden naar de door de administratie aangewezen server, is bovendien al vastgesteld in artikel 43, § 5, a), van die ordonnantie.

Paragraaf 1 moet bijgevolg worden weggelaten.

### Artikel 30

1. In paragraaf 1, 2°, wordt in de opsomming van de aan alle chauffeurs opgelegde eisen de verplichting overgenomen om zich in alle omstandigheden beleefd en respectvol te gedragen tegenover het publiek, de klanten, de collega's en de vertegenwoordigers van de administratie.

Aangezien die verplichting reeds vervat is in artikel 28, § 2, 2°, van de ordonnantie van 9 juni 2022, dient men ofwel dat punt uit de opsomming in paragraaf 1 weg te laten, ofwel daarin de woorden “overeenkomstig artikel 28, § 2, 2°, van de ordonnantie” toe te voegen om duidelijk te maken dat men een regel die al bij een hogere norm wordt opgelegd, louter voor de volledigheid en de samenhang herhaalt.

2. De voorgaande opmerking geldt *mutatis mutandis* ook voor paragraaf 2, 1° en 3°, waarin verplichtingen worden overgenomen die reeds in artikel 28, § 2, 1°, van de ordonnantie van 9 juni 2022 staan.

---

<sup>10</sup> Zie ook artikel 25, § 1, van de ordonnantie van 9 juni 2022, dat uitdrukkelijk voorziet in het geval waarin een tussenpersoon geen gevolg zou geven aan een oproeping.

### Artikel 31

1. De steller van het ontwerp dient na te gaan of in paragraaf 1, 1°, eerste lid, niet veeleer dient te worden verwezen naar het ticket bedoeld in bijlage II, C, § 1, 8°.

2. Paragraaf 4, eerste lid, bepaalt:

“De chauffeurs van standplaatstaxi's en de chauffeurs van straattaxi's, indien zij daarvoor van de exploitant de toelating hebben gekregen, mogen, wanneer zij niet van dienst zijn, het voertuig voor privédoeleinden gebruiken. Alleen familieleden tot in de tweede graad van verwantschap van de exploitant of de chauffeur die het voertuig bestuurt, mogen voor privédoeleinden worden vervoerd.”

Een dergelijke beperking van het privégebruik van het voertuig tot het vervoer van uitsluitend familieleden tot in de tweede graad van verwantschap, vormt een bijzonder strikte beperking van het recht op de eerbiediging van het privé- en het gezinsleven<sup>11</sup> van de chauffeurs in kwestie.

De steller van het ontwerp moet kunnen aantonen dat de beoogde beperking noodzakelijk en evenredig is.

### Artikel 32

In de inleidende zin van paragraaf 1 moet de tweede verwijzing naar bijlage 7, titel II.B, worden vervangen door een verwijzing naar titel II.C van dezelfde bijlage voor wat betreft de digitale taxameter.

### Artikel 33

Artikel 33, met het opschrift “Aan de straattaxichauffeurs opgelegde eisen”, bepaalt:

“Straattaxichauffeurs mogen niet binnen honderd meter loopafstand van een taxistandplaats parkeren, staan of van en naar een taxistandplaats rijden, behalve in het kader van een bestelde rit.”

De draagwijdte van dat parkeerverbod moet worden gepreciseerd. Men dient met name te verduidelijken welke gevolgen het verbod heeft voor straattaxichauffeurs en -exploitanten wier domicilie of exploitatiezetel gelegen is op minder dan 100 meter loopafstand van een taxistandplaats.

---

<sup>11</sup> Gewaarborgd bij artikel 8, § 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en bij artikel 22 van de Grondwet.

### Artikel 34

Om de naleving te waarborgen van de aan de voertuigen opgelegde eisen, zoals gespecificeerd in bijlage 7, somt paragraaf 2 op welke gedragingen verboden zijn voor de gebruikers van taxidiensten.

Bij de ordonnantie van 9 juni 2022 wordt aan de regering geen uitdrukkelijke machtiging verleend om dergelijke verboden aan de gebruikers op te leggen.

Zo'n verbod lijkt zijn rechtsgrond evenwel te kunnen ontleenen aan de combinatie van artikel 20 van de bijzondere wet van augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' en artikel 29, § 1, van de ordonnantie, dat als volgt luidt:

“De Regering stelt de vereisten vast met betrekking tot de inrichting, de uitrusting, de toegankelijkheid, (...) de technische voorwaarden, de voorwaarden inzake veiligheid, comfort, (...) waaraan een voertuig moet voldoen om als taxi of als reservevoertuig te worden geregistreerd (...).”

Dit neemt niet weg dat de machtiging, vervat in artikel 29, § 1, van de ordonnantie van 9 juni 2022, betrekking heeft op de eisen die aan de voertuigen zijn opgelegd, en dat ze de regering slechts onrechtstreeks toestaat te bepalen welke gevolgen dergelijke eisen voor de niet-toegestane gedragingen van de gebruikers hebben. Om alle onduidelijkheid over de rechtsgrond van artikel 34, § 2, van het ontwerp weg te nemen, verdient het aanbeveling de ordonnantie van 9 juni 2022 aan te vullen met een bepaling die aan de regering een explicietere machtiging ter zake verleent.

### Artikel 36

In paragraaf 2 moet de verwijzing naar bijlage 7, titel II.C, § 3, 7°, worden verbeterd aangezien die paragraaf 3, waarin het aanplakbiljet wordt geregeld, als zodanig maar zes punten telt.

### Artikel 39

Artikel 192 van de Grondwet luidt:

“Geen eed kan worden opgelegd dan volgens de wet. Deze stelt de formule vast.”

Artikel 35, § 2, van de ordonnantie van 9 juni 2022 luidt:

“De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren en beambten hebben de hoedanigheid van agent of officier van gerechtelijke politie en moeten de eed afleggen, in overeenstemming met de geldende wetten en reglementen.”

Daaruit volgt dat artikel 39, § 3, eerste lid, van het ontwerp, waarin de formule van de eed wordt bepaald, geen rechtsgrond heeft en moet worden weggelaten.

### Artikel 42

In paragraaf 1, 2°, c), in verband met de verplichting om gebruik te maken van het verklikkerlicht, moet de verwijzing naar artikel 31<sup>12</sup> worden vervangen door een verwijzing naar artikel 32.<sup>13</sup>

### Artikel 43

In paragraaf 7 moet het woord “middelen” worden vervangen door het woord “rechtsmiddelen”.

### Artikel 48

In paragraaf 1 wordt de samenstelling van de Overdrachtscommissie vastgesteld.

Overeenkomstig artikel 40, § 3, 1°, b), van de ordonnantie van 9 juni 2022 bepaalt artikel 48, § 1, 3°, van het ontwerp dat in die commissie een vertegenwoordiger zetelt van de gebruikers van het openbaar vervoer, gekozen uit de kandidaten die zijn voorgedragen door de representatieve verenigingen van deze gebruikers.

De verwijzing daarin naar artikel 44, § 2, is echter foutief en moet worden verbeterd.<sup>14</sup>

### Artikelen 50 en 53

1. Bij artikel 50, § 6, tweede lid, wordt de minister belast met het vaststellen van het bedrag van de aanwezigheidsvergoeding ten gunste van leden van de Overdrachtscommissie, met inachtneming van een plafond van 75 euro voor de andere leden dan de accountant of de bedrijfsrevisor.

Voor de leden van de Tuchtraad, behalve de voorzitter, wordt dat plafond in artikel 53, § 6, tweede lid, daarentegen vastgesteld op 250 euro.

De steller van het ontwerp moet dat verschil in behandeling kunnen rechtvaardigen.

---

<sup>12</sup> Artikel 31 heeft als opschrift: “Aan de chauffeurs van standplaatstaxi’s en aan de chauffeurs van straattaxi’s opgelegde eisen”.

<sup>13</sup> Artikel 32 heeft als opschrift: “Aan de chauffeurs van standplaatstaxi’s opgelegde eisen”.

<sup>14</sup> Er kan bovendien worden opgemerkt dat in het gewestelijk Adviescomité voor de taxidiensten, waarvan de samenstelling wordt bepaald bij artikel 44, § 1, van het ontwerp, geen vertegenwoordigers meer zetelen van de gebruikers van het openbaar vervoer, zoals daar momenteel in voorzien wordt bij artikel 2, § 1, 5°, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 1995 ‘houdende de samenstelling, de werking en de opdrachten van het regionaal comité van advies voor de taxi’s en de verhuurde voertuigen met chauffeur voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

2. In artikel 53, § 3, dient te worden verwezen naar artikel 14, § 1, 6°, in plaats van naar artikel 14, § 2, zodat ook het geval in aanmerking komt waarin het tuchtdossier wordt behandeld zonder dat de betrokkene heeft verzocht zijn verdedigingsmiddelen mondeling uiteen te zetten.<sup>15</sup>

### Artikel 55

Artikel 55 van het ontwerp, met als opschrift “Nadere regels voor de aanvraag tot overgang van het statuut van exploitant van diensten voor het verhuren van voertuigen de met chauffeur naar het statuut van exploitant van straattaxidiensten”, strekt tot uitvoering van de machtigingen die aan de regering zijn verleend bij artikel 48, § 1, tweede lid, en § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 9 juni 2022. Om de tekst van die laatste bepaling beter in acht te nemen, dienen de twee termijnen van 20 werkdagen waarin artikel 55, § 3, van het ontwerp voorziet, te worden vervangen door termijnen van een maand.

### Artikel 60

In artikel 60 worden de dertien besluiten die bij het ontwerp worden opgeheven, andermaal opgesomd.

Wat betreft het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 maart 2011 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 maart 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor het verhuren van voertuigen met chauffeur en houdende vaststelling van de nieuwe visuele identiteit van de taxivoertuigen’, wordt in punt 7° echter aangegeven dat het enkel strekt tot opheffing van artikel 4 van dat besluit.

Hoewel dat artikel 4 de enige bepaling van dat besluit is die nog uitwerking heeft, en hoewel moet worden geoordeeld dat het geen zin heeft bepalingen tot wijziging van een besluit op te heffen zodra ze in werking zijn getreden en diensgevolge zijn uitgewerkt, is het omwille van de rechtszekerheid beter heel dat besluit op te heffen.

### Bijlagen

1. Een nummering met *bis* is alleen op zijn plaats wanneer een nieuwe bijlage in een bestaande tekst wordt ingevoegd. Er is daarentegen geen reden om ze te gebruiken voor bijlagen die bij een nieuwe op zichzelf staande tekst worden gevoegd.

De bijlagen bij het ontwerp moeten in die zin worden hernummerd. Ook de verwijzingen in het dispositief naar de bijlagen moeten worden verbeterd.

---

<sup>15</sup> Zie ook artikel 14, § 3, van het ontwerp voor wat betreft de termijn die aan de Tuchtraad wordt opgelegd om haar voorstel van beslissing aan de administratie mee te delen.

2. De bijlagen moeten worden aangevuld met de formule “Gezien om gevoegd te worden bij het besluit (...)”.<sup>16</sup>
3. In de Franse tekst van het opschrift van punt II van bijlage 3 moeten de woorden “de taxi” vervangen worden door de woorden “de réserve”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Martine BAGUET

---

<sup>16</sup> *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 172, e), en formule F 4-8-2.